

Solidarité avec le peuple palestinien

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « *des animaux* ». Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « *terrorisme* » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son

régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

Ne nous laissons pas IBANir !

Nous sommes à la veille des élections professionnelles. Mais voter va s'avérer un peu plus compliqué que de mettre un bulletin dans une urne. Non seulement le vote sera uniquement électronique, mais il faudra apporter son identifiant préalablement reçu et les cinq derniers chiffres de son IBAN ! Si la direction cherchait à avoir un taux de participation au plus bas, elle ne s'y prendrait pas autrement... Bon, ce n'est pas une petite manipulation informatique qui va nous faire peur ! Nous avons la possibilité de choisir dans nos rangs des représentants qui nous ressemblent et qui défendent vraiment nos intérêts. Alors, allons voter en nombre et faisons péter les scores de participation !

Vendredi 13/10 : tous en grève !

Une journée européenne contre l'austérité et pour plus de justice sociale est appelée dans les différents pays européens ! Car la précarité n'a pas de frontières et c'est dans tous les pays que : « *tout augmente, sauf nos salaires !* » Le patronat est organisé à l'échelle mondiale. Il passe son temps à mettre les travailleurs des différents pays en concurrence les uns avec les autres, nous faisant croire que nous ne sauverons l'activité économique dans chacun de nos pays qu'en acceptant des « *concessions* », c'est-à-dire des reculs sociaux pour être « *concurrentiels* » vis-à-vis des autres. C'est justement la dynamique inverse que nous devons construire ! A chaque pays qui obtient des augmentations de salaires et des acquis sociaux, c'est l'ensemble du prolétariat mondial qui en profite ! Alors, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

RDV à 12h Place Bellecour

pour le début de la manifestation lyonnaise !

Nos bas salaires nous démangent bien plus !

Nous sommes abreuvés de news sur les punaises de lit. Ça pique, ça gratte, c'est une nuisance, souvent pour les plus défavorisés. Surtout quand des sociétés facturent 800 euros pour dépunaiser !

Mais ceux qui grattent nos revenus, nous piquent notre fric, siègent dans les conseils d'administration des grands groupes capitalistes ou dans les fauteuils ministériels. Alors la priorité est de nous débarasser de ces parasites d'actionnaires et autres nuisibles du gouvernement !

Pour vivre et pas survivre

Avec une inflation entre 16 % et 30 % sur un an pour l'alimentaire, l'essence ou l'énergie, la colère

monte. Et ce n'est pas le bla-bla de la « conférence sociale » sur les bas salaires à laquelle Macron invite les syndicats lundi prochain qui apportera quoi que ce soit. Les profits des capitalistes, eux, dépassent ceux de l'avant-Covid : 142 milliards d'euros en 2022 pour les 40 plus grandes entreprises en France (le CAC 40), dont 80 milliards reversés en dividendes aux actionnaires. Ils ne tombent pas du ciel, c'est nous qui les créons par notre travail. C'est au moins 400 euros de plus par mois qu'il nous faut à tous et toutes ; 2 000 euros de salaire minimum ; aucune pension, aucun minimum social inférieur à ce montant. Vendredi 13 octobre, participons nombreux à la journée de grève et manifestations sur les salaires lancée par les syndicats. Le lendemain, le 14, beaucoup de collectifs de Gilets jaunes appellent à manifester contre la vie chère.

Ces journées ne suffiront pas pour faire plier Macron et les patrons. Mais nous pouvons les mettre à profit pour renouer des liens, discuter des étapes suivantes, et renforcer le camp de celles et ceux qui veulent lutter. Toutes et tous ensemble, nous pouvons arracher de quoi vivre et non survivre.

Inflations et pensions : ça sent l'arnaque !

Un accord vient d'être passé entre le patronat, les syndicats et les organismes de retraites complémentaires Agirc-Arrco. Celles-ci seraient revalorisées de 4,9 % en novembre, c'est-à-dire en fait sur les pensions versées le premier décembre. La CFDT se félicite chaudement de ce succès en affirmant que cela correspondrait à peu près à l'inflation.

En réalité, d'une part la revalorisation vient après l'inflation subie, donc les retraités sont perdants. D'autre part, ces augmentations sont en pourcentage, ce qui creuse l'écart entre les petites retraites et les plus élevées. Enfin, riches et pauvres ne sont pas frappés de la même manière par l'inflation. Les prix des articles de première nécessité, comme l'alimentation ou l'énergie, qui entrent pour une proportion bien plus grande dans les dépenses des classes défavorisées, ont augmenté beaucoup plus vite que les autres. Ce qu'il faut imposer, ce sont des augmentations égales pour tous et toutes d'au moins 400 euros par mois et leur indexation sur la hausse des prix.



Révolutionnaires, un journal pour trancher dans le vif !

Achète pour 2€ le n°5 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle.@gmail.com

Imprimerie Spéciale NPA